

Une rentrée marquée par l'instabilité politique

Cette rentrée 2024 se déroule dans un **contexte politique plus qu'incertain**. Une période de transition indéterminée entre un gouvernement démissionnaire et un gouvernement pas encore formé constitue une situation inédite. Lors de sa conférence de presse, la ministre de l'Éducation nationale a présenté des mesures dont certaines ne seront pas mises en œuvre en raison des délais de publication.

En attendant, il ne faudrait pas prendre le risque de s'éloigner des **réalités professionnelles** vécues au quotidien dans les établissements.

Centrons-nous sur deux points particulièrement sensibles.

- La dérive vers une **évaluationnisme généralisée** est source de stress pour les personnels du premier degré. La multiplication des tests standardisés, systématique en élémentaire, entraîne le système éducatif dans le champ de la défiance et de la tension, loin des objectifs d'une école de la confiance. À l'étranger, les élèves ont souvent coupé tout lien avec la langue et la culture française pendant la pause estivale.
- Au collège les **groupes de niveaux**, rebaptisés groupes de besoins par la ministre démissionnaire de l'Éducation nationale, Nicole Belloubet, restent dans les textes des groupes de niveaux. La mise en œuvre concrète de cette mesure en 6^{ème} et 5^{ème} a entraîné une complexité supplémentaire pour l'organisation des emplois du temps : avant véritable casse-tête, la tâche relève désormais de la **quadrature du cercle**.

Le **Sgen-CFDT** continue à défendre les principes de **l'école républicaine** et à accompagner les **personnels sur le terrain** : il conserve la boussole orientée vers une reconnaissance concrète et effective de leur travail.